



« TRANSFORMER L'ACTION PUBLIQUE » ?

Le mot transformation est le dénominateur commun de différents rapports ou notes qui sont publiés ces derniers temps. Celui de la Cour des comptes qui insiste sur la nécessité d'une «transformation à accélérer» de la DGFIP, celui de CAP 22 dont le maître mot est la «transformation de l'action publique» et la dernière note du 1^{er} ministre qui engage le chantier « de transformation de l'organisation territoriale ».

Pour la CGT, ces éléments de langages participent d'une convergence affichée pour démanteler les services publics, et la DGFIP en particulier.

Les annonces faites par M Darmanin concernant la réorganisation des services de Bercy devant 600 cadres le 11 juillet dernier laissent augurer une véritable saignée en termes d'effectifs pour la DGFIP. L'objectif serait de 4000 suppressions par an, soit plus que les 3500 départs en retraite annuels.

Les pistes développées spécialement par la Cour des comptes pour transformer la DGFIP (revoir le

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

périmètre des missions, accélérer le numérique, adapter la cartographie du réseau, faciliter la mobilité des personnels, recruter contractuellement des compétences...) doivent être mises en perspectives avec les leviers préconisés dans CAP22.

De même, la note du 1^{er} ministre annonce d'ores et déjà la mise en commun des fonctions support DGFIP/Education Nationale sous la tutelle d'un secrétariat général commun, à l'initiative des préfets de région. Est-ce un hasard ?

44 personnalités issues pour la plupart de think-tank des plus libéraux (l'IFRAP par exemple), du MEDEF, de cabinets privés de conseils et de « management », qui n'ont cessé de dénigrer la fonction publique et les fonctionnaires tout au long de leurs activités et publications, ont été chargées par ce gouvernement d'élaborer des propositions pour « transformer » l'action publique.

Rien d'étonnant donc à ce que leurs 22 recommandations aient comme objectif prioritaire d'abandonner et privatiser des pans de missions de service public, pour supprimer 120 000 emplois et économiser 30 milliards d'euros !

Ce qui n'était pas passé avec le rapport ATTALI, revient avec CAP2022.

Logique lorsque l'on constate l'étrange conception qu'E. Macron a de la fonction publique par exemple avec l'affaire Benalla.

Ils nous livrent leur poison :

- **faire des économies sans regarder les recettes manquantes**
- **s'attaquer aux principes qui fondent la Fonction Publique**
- **en finir avec les administrations d'État.**
- **transformer les services publics pour moins de service public**
- **sabrer les dépenses publiques**

fichiers:



[Télécharger rapport_cap_2022-haro_sur_serv_public.pdf](#) (944.89 Ko)

Public: [Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022](#)

[Missions](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank